

LITTORAL

La Région accorde 5 M € pour des travaux d'urgence

L'association de résidents AD-PAR, opposé au plan de prévention des risques naturels Marquenterre-Baie de Somme qui a été validé par le préfet, a tenu une réunion samedi (voir le Courrier picard de lundi). Elle veut faire casser ce PPRN, tout comme le collectif des maires des dix communes concernées, devenu association.

Son président, Éric Kraemer, a évoqué le vote par le Conseil régional d'un budget de 5 millions d'euros pour pouvoir démarrer des travaux d'urgence, dans le cadre du Plan d'aménagement et de prévention des inondations (PAPI), établi par l'État pour le littoral. Éric Kraemer a annoncé que le président des Hauts-de-France, Xavier Bertrand, soutenait l'action de l'association et du collectif des maires des dix communes concernées. Il estimerait aussi que l'engagement dans le PAPI ne signifie pas l'approbation du PPRN.

La conseillère régionale, et maire de Vironchaux, Patricia Poupart, a annoncé la bonne nouvelle. Elle a rappelé que ce PAPI concernait 58 communes, de Berck au Tréport, 104 campings et 17 600 emplois touristiques, plus de nombreuses activités associées. Selon elle, le vote de cette enveloppe financière permettra d'engager les travaux nécessaires. « *L'emploi étant la priorité de Xavier Bertrand, il n'est pas question de laisser cette région sous cloche* », a-t-elle dit. Avant de dénoncer la validation du PPRN par le préfet, contre l'avis défavorable des commissaires-enquêteurs.

Conseillère régionale d'opposition, Patricia Chagnon (FN) a exprimé son désaccord. « *En votant ce budget, le conseil régional a voté le PAPI. On a besoin d'un PPRN pour faire les travaux. Si vous acceptez le PAPI, vous avez accepté le PPRN. Notre groupe a demandé le report du point mais nous n'avons pas été écoutés. Il faut se donner du temps et il faut que le PPRN soit révisé.* »